



2015, dessinons le développement de demain

CONSEIL NATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

LANCEMENT DE L'ANNÉE EUROPÉENNE DU DÉVELOPPEMENT

Paris - 13 février 2015

2015, une année historique pour le développement

Quels seront les objectifs du développement demain ? Comment sera-t-il financé ? Quel accord sur le climat sera trouvé en décembre lors de la Conférence Paris Climat 2015 ? Quelle place pour la jeunesse dans cet « agenda » du développement ? Tous ces sujets seront au cœur de l'année 2015 ; trois rendez vous majeurs sont programmés : la Conférence d'Addis Abeba sur le financement du développement en juillet, le Sommet de New-York sur l'agenda du développement durable en septembre, et la Conférence des Nations unies sur le climat à Paris en décembre.

La France et l'Union européenne sont au cœur de cette dynamique.

Une politique décidée par tous

Depuis 2013, les acteurs français du monde du développement : ministères, parlementaires, collectivités territoriales, réseaux multi-acteurs, associations, syndicats, acteurs économiques et de la recherche du Nord et du Sud se réunissent régulièrement pour discuter des objectifs et des orientations de la politique française de développement ainsi que de la cohérence des politiques publiques en matière de développement : c'est le Conseil national du développement et de la solidarité internationale (CNDSI), dont le rôle a été affermi par **la loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale** adoptée en 2014. Pour préparer 2015, le CNDSI sera élargi à tous les acteurs du développement et de la solidarité internationale et verra la participation de lycéens investis sur les questions de citoyenneté et de solidarité internationale.

A l'occasion de cette première rencontre en 2015, ces acteurs nationaux de la solidarité internationale accueillent le lancement en France de **l'Année européenne pour le développement**.

Pour la première fois, l'Union européenne a décidé de dédier une année spécifique à un aspect de sa politique extérieure : la politique d'aide au développement et de coopération.

Pourquoi une année européenne dédiée au développement ?

- Pour **informer** les citoyens sur la politique européenne de développement. **L'UE est le premier bailleur mondial** d'aide publique au développement et se mobilise pour définir et défendre des politiques toujours plus ambitieuses en faveur des pays les plus pauvres.
- Pour **favoriser la participation directe des citoyens** de l'Union et de tous les acteurs du développement et de la coopération. **Un appel à propositions** va être lancé, à destination des ONG et des associations, pour encourager la sensibilisation et l'éducation au développement.
- Pour **encourager la solidarité internationale** des Européens.

« Il nous faut défaire les murs invisibles qui séparent les États, ces inégalités insupportables entre le Nord et le Sud, entre les pays riches et les pays pauvres. L'Europe a un rôle majeur à jouer. »

Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des Affaires européennes

Européens et Français solidaires ¹

85 % des citoyens européens jugent important d'aider les populations des pays en développement.

62 % des Français soutiennent la politique de développement de la France.

La politique de développement gagne à être connue

75 % des Français et **55 %** des Européens s'estiment insuffisamment informés sur l'aide au développement européenne

80 % des Français pensent que l'extrême pauvreté dans le monde a progressé alors que la réalité est inverse, elle a diminué, notamment grâce à l'effort de solidarité des pays riches depuis plus de 40 ans.

Les jeunes plus solidaires

Les jeunes Français et Européens sont deux fois plus nombreux que leurs aînés à vouloir une augmentation de l'aide au développement.

¹ Baromètre annuel Agence française de développement/ Ifop 2014 EUROBAROMETRE 82.1 pour la Commission européenne avant l'Année européenne pour le développement

COMMENT FINANCER LE DÉVELOPPEMENT ?

- Du **13 au 16 Juillet 2015** se tiendra à **Addis-Abeba (Ethiopie)** la 3^e Conférence internationale sur le financement du développement. La France, 5^{ème} bailleur mondial et en pointe sur les financements innovants, portera un message sur la nécessité de mobiliser tous les acteurs pour faire face à l'extrême pauvreté

« Les États seuls ne pourront pas répondre au défi du développement ; Il faut travailler collectivement. L'aide publique au développement doit devenir un levier ».

Annick **Girardin**, secrétaire d'État chargée du Développement et de la Francophonie.

A QUOI SERVENT LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ?

- En 2000 tous les pays et les grandes institutions se sont mis d'accord pour adopter 8 objectifs du millénaire pour le développement. 15 ans plus tard, cette feuille de route du développement va être redessinée à **New-York** du **21 au 23 septembre** par les Nations-unies. Lors du Sommet de RIO+20, en 2012, tous les États de la planète ont décidé d'adopter des **Objectifs de développement durable** (ODD). Cet agenda qu'on appelle « post-2015 » dessinera notre vision collective du monde de demain. Outre la lutte contre la pauvreté, ces objectifs devraient notamment intégrer les enjeux environnementaux.

POURQUOI UNE CONFERENCE SUR LE CLIMAT ?

- L'enjeu du climat est aussi un **enjeu de développement**. Si rien n'est fait dans les prochaines années, le dérèglement climatique remettra en cause des décennies d'efforts, par exemple contre la mortalité infantile ou la désertification. Voilà pourquoi la 21^e Conférence des Parties (COP21), réunie à Paris du 30 novembre au 15 décembre, doit aboutir cette fois à un **accord ambitieux et contraignant** dans le but de limiter le **réchauffement climatique** à 2°C d'ici la fin du siècle. Partie intégrante des négociations, l'Union européenne s'est donné les moyens de peser dans la négociation en adoptant un paquet énergie-climat ambitieux.

« La lutte contre le dérèglement climatique est également un enjeu de solidarité. Les pays les plus touchés sont déjà les pays les plus vulnérables, comme s'il y avait une fatalité, qu'aux inégalités déjà insupportables, entre les productions et les revenus, s'ajoutait, hélas, l'accumulation des calamités sur les mêmes ! Et si nous ne parvenons pas à rassurer les pays les plus fragiles et les pays émergents, il n'y aura pas d'accord à la conférence de Paris. »

François Hollande, président de la République française.

« L'objet même de la COP, c'est d'arriver à un accord universel, contraignant et différencié ».

Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères et du Développement International.

Calendrier 2015



Programme du 13 février

9h Accueil café

Présentation de l'exposition « 60 solutions pour le développement » réalisée par Yann-Arthus Bertrand



L'exposition, composée de 21 photographies de Yann Arthus-Bertrand tirées de sa célèbre série « *La Terre vue du ciel* », présente des initiatives concrètes dans quatre secteurs : la ville, l'agriculture, la transition énergétique et l'adaptation au changement climatique.

9h30 Lancement de l'Année européenne pour le développement

10h Ouverture du Conseil national du développement et de la solidarité internationale

11h Point presse

Intervenants

Annick Girardin, secrétaire d'État chargée du Développement et de la Francophonie

Harlem Désir, secrétaire d'État aux Affaires européennes

Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République pour la préservation de la planète

Anne-Marie Descôtes, directrice générale de la mondialisation, du développement et des partenariats (MAEDI)

M. Macharia Kamau, co-facilitateur des négociations post-2015, ambassadeur du Kenya auprès des Nations Unies

Eric Solheim, président du Comité d'aide au développement de l'OCDE

Nadia Bellaoui, présidente du Mouvement associatif

Maud Arnould, représentante de la Commission Européenne

Abdoulaye DIAO, volontaire sénégalais en Service Civique pour Cool'eurs du Monde avec projet WECCEE

Gastan Ravainoson, terminale du Lycée Hilaire de Chardonnet (71), option Citoyenneté et solidarité internationale